



NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Contre la politique du gouvernement et ses ordonnances

TOUS EN GRÈVE ET DANS LA RUE LE 12 SEPTEMBRE

BULLETIN NPA

7 NOVEMBRE 2017

Jeudi 31 août, le premier ministre et sa ministre du travail ont présenté le détail des cinq « ordonnances » destinées à dynamiser le Code du travail, dans la continuité de la Loi travail de 2016, en l'aggravant.

C'est une attaque sans précédent contre le monde du travail qui confirme qu'il n'y avait rien de bon à attendre des 48 « rencontres bilatérales » dans lesquelles le gouvernement a réussi à enfermer les confédérations syndicales, après les élections présidentielle et législative. Mais pour Gattaz, président du MEDEF, ce n'est qu'une « première étape » : il en demande plus !

LES EXIGENCES DU MEDEF PAR ORDONNANCES

Pour le MEDEF, il faut en finir avec un Code du travail sensé défendre les salariés contre les abus de leurs employeurs. Désormais, pour ce gouvernement, il s'agit d'assurer plus de « liberté » et de « sécurité »... aux chefs d'entreprise !

Le plafonnement de l'indemnité pour « licenciement abusif » à un niveau ridiculement bas et son plancher divisé par deux encourageront les patrons à licencier – même illégalement – en leur garantissant que cela ne leur coûtera pratiquement rien.

L'introduction de la « rupture conventionnelle collective » – pour « libérer » l'entreprise de l'obligation de présenter un « plan social » – ou l'appréciation de la « santé économique » d'un groupe multinational – comme dans l'automobile – sur le seul territoire national, permettront de licencier plus facilement.

L'inversion de la « hiérarchie des normes » permettra à une entreprise de négocier avec ses représentants syndicaux – ou dans les petites entreprises, directement avec les salariés – une baisse ou la disparition de toutes les primes, y compris celles qui étaient garanties par la Convention collective, en pratiquant le chantage à l'emploi, à la fermeture ou à la délocalisation.

Quant à la durée des CDD et au nombre de leurs renouvellements possibles, ils pourront être modifiés selon les branches, accroissant encore la précarité des emplois. Et l'extension du « contrat de chantier » dispensera l'employeur du paiement de « l'indemnité de précarité ».

TOUTES ET TOUS ATTAQUÉS TOUS ENSEMBLE LE 12 SEPTEMBRE

Macron veut aller très vite et boucler l'affaire avant la fin septembre. Il se plaint que « la France n'est pas réformable » parce qu'il sait que sa loi travail est majoritairement rejetée, que les résistances sont nombreuses. Malgré le choix d'un passage en force de sa contre-réforme par les ordonnances, il est possible de la faire capoter, comme le mouvement de la jeunesse avait fait retirer le « contrat première embauche », en 2006.

A l'heure où Macron compte également s'en prendre à la fonction publique avec l'annonce de 120 000 suppressions de postes, où il s'en prend aux jeunes avec la baisse des APL, la sélection renforcée à l'université et aux plus retraités avec l'augmentation de la CSG, où il licencie des « emplois aidés » par dizaines de milliers, il est possible de faire converger tous les secteurs attaqués pour réussir la journée de grève et de manifestations du 12 septembre.

UNE STRATÉGIE POUR GAGNER

Mais la journée de grève et de manifestation du 12 septembre doit être le premier pas pour la construction d'un mouvement général. Car pour gagner contre la politique de Macron, Philippe et Pénicaud, il faudra bien plus qu'une simple journée de mobilisation. Et contrairement à la mobilisation contre la Loi El Khomri, il ne faudra pas se contenter de journées en « saute-mouton ». Pour empêcher Macron d'appliquer son programme et celui du MEDEF, ce qui est à l'ordre du jour, c'est un mouvement de grève massif du monde du travail, qui bloque l'économie et le pays. Un nouveau mai 68 qui aille jusqu'au bout



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur
Et maintenant sur Facebook



Vendredi, Samedi, Dimanche ... et Précarité !

Après un bénéfice net record de 1.25 Milliards d'€ au 1^{er} trimestre, PSA continue de pressurer, saigner les salariés de Sochaux. L'entreprise « embauche » mais à quel prix ? Pour la mise en place du VSD, PSA a massivement fait appel aux précaires, plus vulnérables et qui sont sur un siège éjectable. PSA a modifié les horaires en doublage et en nuit : les journées sont plus longues pour les doubleurs, le temps de casse-croute baisse de 30 à 25 minutes, voire 20 minutes en cas de panne. Les travailleurs de nuit, s'ils travaillent un dimanche, ne commenceront qu'à minuit, autrement dit le lundi, pour ne pas avoir la majoration de weekend ! L'imagination patronale est sans limites... Si vous êtes jeunes, en bonne santé, femme sans enfants, vous avez toutes les chances de décrocher un emploi en intérim, par ailleurs de plus en plus mal payé. Nous refusons cette précarisation des emplois et la dégradation des conditions de travail qui n'ont pour seule justification que la recherche d'un profit toujours plus élevé.

Une seule revendication : l'embauche des intérimaires en CDI !

Comité de Défense des Libertés à PSA.

Le secrétaire CGT de Poissy a été condamné à 6 mois de prison avec sursis et 2 600 € d'amende suite à un montage organisé par la Direction.

A Sochaux un technicien de 47 ans avec 27 ans d'ancienneté a été licencié pour « insuffisance professionnelle ». Aucune faute n'a pu lui être reprochée. De nombreux syndiqués et délégués sont sanctionnés dans le groupe PSA, tout est fait pour essayer de briser les militants qui relèvent la tête, par une répression systématique et une criminalisation de leurs actions. **Un Comité de Défense des Libertés Ouvrières et Syndicales à PSA** s'est mis en place début juillet à l'initiative de Gérard Filoche, inspecteur du travail bien connu, à la retraite. De nombreuses personnalités du monde syndical (CGT, FSU) de partis politiques (FI, NPA, LO, PCF, FDG, EELV), des journalistes, sociologues, économistes, réalisateurs et historiens ont apporté leur soutien à cette initiative.

Soutiens et informations sur : <https://goo.gl/t45X1k> et www.facebook.com/ComitéDéfenseLibertésPSA

Victoire ouvrière chez Volkswagen en Slovaquie

Le 26 juin dernier, après 6 jours de grève, les 12 500 salariés du groupe ont obtenu 14,1% d'augmentation sur 2 ans et une prime immédiate de 500 €. La plupart des ouvriers gagnent moins de 1000 €. Un piquet de grève avait lieu devant l'usine de Bratislava. C'était la première grève de cette importance depuis 1989. Cette augmentation suit une hausse de 7,5% gagnée cette année par les travailleurs de l'usine slovaque de KIA, ainsi que des augmentations importantes obtenues dans les usines automobiles allemandes en Hongrie. La Slovaquie est devenue le plus grand producteur de voiture par habitant au monde, Volkswagen, PSA et Kia en sont les principaux. Les ouvriers de PSA viennent de monter une section syndicale appelée « Moderné Odbory ».

Centenaire de la Révolution Russe.

La révolution russe est l'un des événements les plus passionnément étudiés et discutés de l'Histoire contemporaine.

Deux ouvrages à lire :

- Les bolcheviks prennent le pouvoir d'Alexander Rabinovitch (Ed. La Fabrique). Remarquable tableau politique et social de Petrograd en 1917. L'auteur détaille l'enchaînement des événements qui de la chute du tsar puis au renversement du gouvernement provisoire conduit à la Révolution d'Octobre.

- Que faire de 1917 ? D'Olivier Besancenot (Ed. Autrement). Cet essai sur la révolution russe revient sur le temps forts de 1917 et plaide pour une relecture de cet

événement historique en abordant l'antagonisme entre le communisme et le stalinisme.

Et, à venir, un exposé-débat proposé par l'Association « l'Atelier » d'Audincourt, sur la Révolution Russe, Mardi 10 Octobre 2017, avec Patrick Le Moal.



**Contre les ordonnances MACRON,
MANIFESTATION le 12 septembre
Départ du Champ de Foire, 14 h.
Une nouvelle journée d'action et de
grève est prévue
Le jeudi 21 Septembre.**